SIDA : les pauvres toujours exclus des soins

le magazine d'Oxfam consacré à la lutte contre le SIDA

- VIH/Sida - Actualités -

Ce 1er décembre est la journée internationale de lutte contre le SIDA. L'occasion de dresser un bilan. Toutes les cinq secondes, une personne est contaminée par le VIH dans le monde. Au Sud comme au Nord, l'épidémie constitue un drame humain, social et économique. Si, grâce aux "cocktails" de médicaments (trithérapies), il est techniquement possible de lutter contre le SIDA, la réalité est qu'aujourd'hui, les pauvres sont encore exclus des possibilités de soins.

Face à cette situation, Oxfam-Solidarité a décidé d'intégrer pleinement la problématique dans ses actions. A l'occasion de la journée internationale de lutte contre le SIDA, l'ONG sort un magazine entièrement consacré à la question.

Stefaan Declercq, Secrétaire général d'Oxfam-Solidarité : "Partout dans le monde, cette journée internationale sur le SIDA offre l'occasion de dresser le bilan de l'évolution de l'épidémie et de ses conséquences. A ce niveau, force est de constater que le tableau est plutôt sombre. Avec plus de 40 millions de personnes infectées par le VIH dans le monde, dont une majorité de cas en Afrique, le SIDA est devenu un phénomène total. Partout, ses conséquences se font ressentir aux niveaux humain, social, économique et politique. C'est pourquoi nous devons intégrer cette dimension dans toutes nos activités. Ce n'est pas un choix, mais une condition nécessaire afin que nos activités donnent des résultats."

L'action d'Oxfam-Solidarité

La pauvreté et le non respect des droits fondamentaux restent les principaux moteurs de l'expansion du SIDA. Comment se prémunir du virus en l'absence d'éducation, de médicaments ou de soins de santé ? Comment s'en protéger lorsque la libre disposition de son propre corps n'est pas garantie ? Comment combattre le SIDA face au recours du viol comme arme de guerre ?

"Avec nos partenaires du Sud et les autres Oxfam dans le monde, nous poussons les décideurs à ne pas aborder la question du SIDA indépendamment d'autres fléaux comme la malaria ou la tuberculose", poursuit Stefaan Declercq. "Nous insistons pour intégrer la question du SIDA dans une approche politique nationale, dépassant le strict cadre médical. C'est ainsi qu'au Burundi, le combat pour la levée des frais de scolarité a permis à 300 000 enfants d'aller à l'école, un facteur fondamental dans la réponse à donner à l'épidémie."

Oxfam-Solidarité pousse également les gouvernements à revoir en profondeur l'Accord sur les brevets (ADPIC). Un accord qui menace clairement l'accès aux médicaments pour les pays pauvres. L'ONG met aussi les gouvernements des pays riches sous pression afin qu'ils tiennent leurs promesses financières. "Aujourd'hui, le manque patent de financement international dans la lutte contre la pauvreté constitue un frein de taille dans la réponse à donner au SIDA", déplore Stefaan Declercq. "En conséquence, les montants alloués aux services sociaux de base sont totalement insuffisants, et le Fonds Global contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria reste désespérément sous-financé..."

Le SIDA est plus qu'un problème de santé

Peter Piot, directeur d'ONUSIDA, interviewé dans le magazine d'Oxfam-Solidarité, rappelle qu'en 25 ans, le SIDA est devenu la première cause mondiale de décès chez les personnes de moins de 59 ans. Aujourd'hui, 1 personne sur 7 meurt du SIDA. "Ce n'est plus un problème de santé : c'est un problème lié au développement. Il a un impact sur

toutes les dimensions de la société(...) Les causes sous-jacentes de l'épidémie sont l'inégalité entre hommes et femmes, la pauvreté, la stigmatisation, la discrimination et l'homophobie dans toutes les sociétés. Bref la violation des droits humains."

"Nous sommes bien partis dans la lutte contre le SIDA", poursuit Peter Piot, "mais nous devons maintenant nous atteler à des choses fondamentales comme l'égalité des droits. Il est clair que les technologies, comme les préservatifs ou les médicaments, ne suffisent pas à elles seules à stopper l'épidémie. Il faut une approche politique de la lutte : à côté du travail sur le terrain, il faut que le SIDA demeure dans les agendas politiques des parlementaires, des gouvernements,... et au sein des organisations internationales comme le G8. Il faut aussi accentuer le lien avec la lutte contre la pauvreté et la problématique du genre."

Actions ce 1er décembre

A l'occasion de cette journée internationale contre le SIDA, Oxfam-Solidarité organise un certain nombre d'activités :

Parution et distribution du trimestriel d'Oxfam-Solidarité Globo (n°16) "Le SIDA, un frein au développement". Ce Globo, contenant un préservatif, sera également distribué aux étudiants, aux sympathisants, aux centres médico-sociaux, aux institutions culturelles et sociales ainsi qu'aux maisons de jeunes.

Des cartes postales et rubans rouges (symbole de la solidarité face au SIDA) seront distribués dans tous les magasins de seconde main d'Oxfam-Solidarité, pour les clients et les bénévoles.

Des informations et des films seront mis à disposition des collaborateurs d'Oxfam-Solidarité, pour lesquels un déjeuner de travail "Cocktailparty" sera organisé. Ce déjeuner rassemblera les collaborateurs des secteurs éducation, seconde main, campagne et Partenariat avec le Sud et se tiendra de 12h30 à 14h heures, dans les locaux d'Oxfam-Solidarité, rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles.

Pour plus d'informations

Stefaan Declercq, Secrétaire général d'Oxfam-Solidarité Tel. 02 501 67 08 - gsm : 0476 46 30 53 - stefaan.declercq (at) oxfamsol.be

Kristien Vliegen, responsable du programme d'urgence et du suivi du programme SIDA Tel : 02 501 67 40 - gsm : 0474 88 88 08 - kristien.vliegen (at) oxfamsol.be

Informations complémentaires

En 2005, 4,9 millions de personnes - dont 700.000 enfants - ont été infectés par le VIH. La même année, plus de 1.000 cas de VIH ont été dépistés en Belgique.

Droit à la santé.

Des millions de personnes n'ont pas accès aux médicaments et aux soins de santé. Le SIDA met en évidence la répartition inégale de certains moyens. Chacun, au Nord et au Sud, a droit aux soins de santé. Le rapport sur l' accès aux médicaments "Des brevets contre des patients", est disponible en ligne (NDLR : et en bas de cet article)

Un frein au développement.

En 2005, 3,1 millions de personnes sont mortes du SIDA. Dans certaines régions d'Afrique, 40% de la population est contaminée. Les conséquences sur les familles, les écoles, l'économie et l'ensemble de la société sont catastrophiques. Comment agir sur le développement si une partie importante de la population active, entre 15 et 50 ans, disparaît ?